

REPUBLICQUE TOGOLAISE



Agence Togolaise de Presse

BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION

11 mars 2024

CONSEIL DES MINISTRES :

LE CALENDRIER ÉLECTORAL RÉAMÉNAGÉ FIXE LES LÉGISLATIVES ET RÉGIONALES AU 29 AVRIL PROCHAIN



Conseil des ministres (Photo archives)

Lomé, 11 avr. (ATOP) - Le conseil des ministres sous la présidence du chef de l'Etat, Faure Gnassingbé a réaménagé, le mardi 9 avril, le calendrier électoral pour fixer les élections législatives et régionales au lundi 29 avril prochain.

« Aux termes du décret adopté ce jour, le calendrier électoral est réaménagé comme suit : Date des élections législatives et régionales : lundi 29 avril 2024. Date du vote par anticipation des forces armées togolaises, des forces de sécurité, des forces paramilitaires et de la réserve opérationnelle : vendredi 26 avril 2024 », a indiqué le communiqué final des travaux. La date d'ouverture et de clôture de la campagne électorale sont fixées du samedi 13 avril à zéro heure (00H) au samedi 27 avril 2024 à vingt-trois heures cinquante-neuf minutes (23h59mn).

Au total, le conseil a examiné 3 projets de décret et écouté 3 communications. Ces communications sont relatives au plan d'accélération de la digitalisation des services publics au Togo, au projet de création de l'institut géographique national du Togo et aux difficultés actuelles de fourniture de l'énergie électrique et aux solutions envisagées.

« Notre pays, à l'instar de ses voisins de la région connaît d'importantes perturbations dans la distribution de l'électricité, conséquences de fluctuations inattendues dans l'approvisionnement en gaz naturel qui est le principal combustible utilisé par les unités de production nationale », a relevé le communiqué.

Pour répondre à l'urgence de rétablir une fourniture suffisante en énergie électrique, le gouvernement a entrepris un ensemble de mesures exceptionnelles pour garantir le fonctionnement des grandes unités de production nationales, activer la production des petites unités et augmenter les importations du Nigéria.

« Ces mesures ont permis une normalisation sensible de la situation de la fourniture d'électricité depuis le 29 mars 2024 », en attendant des solutions définitives et durables aux difficultés d'approvisionnement en combustibles pour la fourniture de l'électricité aux ménages et aux entreprises sur toute l'étendue du territoire.

ATOP/AJA/DHK

ECHOS DE LA CAPITALE

POLITIQUE :

LES ÉNARQUES BRIEFÉS SUR LE PROJET DE NOUVEAU RÉGIME AU TOGO

Lomé, 11 avr. (ATOP) – L'administration de l'ENA-Togo, sur demande de la délégation générale des énarques a organisé, le mardi 9 avril à Lomé, à l'intention des étudiants, une conférence scientifique, en vue d'éclairer davantage les étudiants sur le projet de régime parlementaire adopté par la représentation nationale le 25 mars dernier.

Ce rendez-vous scientifique d'information conduit par le maître assistant à la faculté de droit de l'Université de Lomé

(UL), Kodjo Joseph Junior, a permis d'expliquer aux énarques le projet de nouveau régime. Cette démarche participe à amener ces futurs cadres de l'administration, à cerner les enjeux, de manière à pouvoir contribuer au débat démocratique et de participer activement à la construction d'un Togo plus fort et plus prospère.

« J'ai été invité pour entretenir les énarques sur la réforme constitutionnelle en cours dans le pays et étant des futurs fonctionnaires, il était important qu'ils puissent comprendre les enjeux actuels, ce qu'est un régime parlementaire et ce que cela peut apporter concrètement, ensuite leur donner la possibilité de poser toutes les questions juridiques possibles autour de la question », a introduit le maître assistant.

M. Kodjo, dans sa communication, a mis l'accent sur les avantages et les possibles faiblesses de ce régime. « Les bienfaits sont nombreux. Le plus important est que ce nouveau régime, contrairement au précédent, oblige les gouvernants à être responsables devant le parlement qui peut les destituer si le cahier de charge n'est pas respecté, instaurant ainsi la politique de la bonne gouvernance. Ce régime décourage les tentatives de coup d'Etat, prône très souvent l'esprit de coalition entre partis et rompt avec les coûts exorbitants engagés lors des élections qui deviennent fréquentes. Le seul inconvénient qu'il puisse avoir serait l'instabilité politique qui pourrait provenir du changement fréquent des gouvernants pour faute de résultat », a expliqué le maître assistant à la faculté de droit de l'UL.



Table d'honneur

Selon le secrétaire général de la délégation générale des énarques, Gboglatse Maxime, cette révision constitutionnelle marque un tournant décisif dans l'histoire politique du Togo et par voie de conséquences aura des impacts sur l'administration publique togolaise. En tant que futurs cadres de l'administration, poursuit le secrétaire général, il est de notre devoir de comprendre les principes fondamentaux et les innovations apportées par ce nouveau régime.

« Nous sommes informés qu'en adoptant un régime parlementaire, nous renforçons les pouvoirs du parlement et cela permet une meilleure reddition de comptes et une plus grande transparence dans la gouvernance de notre pays. En tant qu'énarques, nous avons la responsabilité de mieux comprendre ces enjeux, de les décortiquer, de les analyser avec rigueur et impartialité. Nous serons bientôt les garants de l'intérêt général et notre contribution au débat démocratique est essentielle », a fait savoir M. Gboglatse.

ATOP/AR/KYA

TOURNEE DES DEPUTES

REVISION CONSTITUTIONNELLE :

LES FORCES VIVES RENSEIGNÉES SUR SON ESSENCE

Lomé, 11 avr. (ATOP) – Une délégation de l'Assemblée nationale a éclairé les représentants des forces vives des préfectures de Kloto, Agou, Tchaoudjo, Yoto, Blitta, Assoli, Kozah, Ogou, Avé, Haho, Mango, Moyen-Mono et Sotouboua sur la révision de la constitution de 1992.



La députée Anaté (au micro) à Sotouboua



Lors des débats avec les têtes couronnées à Kara

Cette démarche de l'Assemblée nationale s'inscrit dans le cadre d'une tournée nationale d'information et d'écoute de la population. Elle fait suite à la demande du chef de l'Etat de procéder à une 2^e lecture de la loi sur la révision constitutionnelle adoptée le 25 mars dernier.

Cette concertation élargie aux délégués des partis politiques et aux chefs des services déconcentrés de l'Etat vise à expliquer le bien-fondé de la révision constitutionnelle et les avantages du régime parlementaire. Elle a permis aussi d'informer les populations, de recueillir leurs avis et suggestions pour parfaire cette révision.

Les experts de droits constitutionnelles entre autres, prof Hounaké Kossivi, Prof Gbeou-Kpayile Nadjombé et Mme Marie Sondo, Professeur en droit constitutionnel ont entretenu l'assistance sur l'importance de la Constitution et les différents régimes politiques au monde notamment le régime dictatorial, présidentiel, semi-présidentiel et

parlementaire. Ils ont donné des explications sur les bases juridiques du régime parlementaire et les difficultés liées au régime présidentiel. « Le régime parlementaire permet d'établir l'équilibre entre les pouvoirs, de maintenir une politique de stabilité, une transparence et une représentativité qui place le citoyen au cœur de la gouvernance et de l'action politique », a expliqué prof Hounaké. « Le régime parlementaire est un régime qui va rendre sa pleine souveraineté au peuple. Le peuple élit les députés à l'Assemblée nationale. Or nous savons que les conseillers municipaux et les conseillers régionaux sont directement élus par le peuple. Ça veut dire que le peuple participe à la mise en place des deux chambres du parlement. En somme, c'est le peuple qui va choisir le président de la République puisque ce sont ces représentants au niveau des deux chambres qui vont désigner le chef de l'Etat », a expliqué Mme Sondo. « La société ne peut fonctionner efficacement que si l'on prend en compte les évolutions qui interviennent et c'est justement à cela que la constitution elle-même prévoit les modalités et les conditions de sa propre révision », a expliqué Gbeou-Kpayile.



L'experte en droit constitutionnel (micro) donne les avantages du régime parlementaire



Vue partielle des têtes couronnées de l'Ogou

Les présidents du conseil des chefs traditionnels, des préfets et des différents acteurs des préfectures précitées ont salué la démarche des parlementaires qui leurs a permis de comprendre l'enjeu de cette révision. Ils ont promis inviter leurs pairs à relayer le message dans leurs localités respectives. ATOP/GMM/SED

NOUVELLES DES PREFECTURES

OGOUI/FÊTE DE RAMADAN :

DES PRIÈRES MUSULMANES MARQUENT LA CÉLÉBRATION DANS LA RÉGION DES PLATEAUX-EST

Atakpamé, 11 avr. (ATOP) - Des musulmanes ont prié le mercredi 10 avril dans toutes les préfectures de la région des Plateaux-Est notamment Ogou, Anié, Haho, Moyen-Mono, Est-Mono, Wawa, Akébou et Amou à l'occasion de la célébration de la fête de Ramadan (Aïd El Fitr).

Cette célébration marque la fin du jeûne, observé par les fidèles musulmans durant un mois dans le respect et l'accomplissement du troisième pilier de l'Islam. Elle a permis aux fidèles de témoigner leur gratitude et reconnaissance à Allah de leur avoir permis de passer le mois du carême en toute quiétude. C'est l'aussi l'occasion de prier pour la paix au Togo et d'implorer grâce et bénédiction de Allah sur la vie des autorités du pays en

l'occurrence le chef de l'Etat Faure Gnassingbé et ses collaborateurs. Il s'est agi également de prier pour que le processus électoral qui démarre le samedi 13 avril par la campagne se déroule dans un climat de paix et de cohésion sociale.



Vue partielle de fidèles musulmans en prière à Badou



Vue partielle des fidèles musulmans en prière à Atakpamé

Le terrain du complexe sportif de Nyékonakpoè a servi de cadre pour la prière à Atakpamé. Elle a été dirigée par El hadj Garba Adamou, imam de la mosquée centrale d'Atakpamé. On notait la présence du préfet de l'Ogou, Akakpo Edoh, du député Yaovi Michel Amétodji, des maires des communes de la préfecture de l'Ogou et des autorités administratives.

A Badou, la communauté musulmane de la préfecture a prié sous la houlette de l'imam principal de la localité, El hadj Djibril Ibrahim, en présence de l'ex ministre Adadé Santy, du préfet Soménu Atsu Yinassè, du Me. Sessénu Fiatouwo, et du président du tribunal Tchessi Pèrè.

A l'Est-Mono, notamment à Elavagnon, la prière s'est déroulée à l'école primaire publique centrale de la localité. Elle a été présidée par l'Imam de la ville, Djonda Soradji.

Les guides spirituels, ont dans leurs prières, intercédé pour l'enracinement de l'union et la paix dans le pays. Ils ont invité les fidèles à cultiver et promouvoir l'amour du prochain, la tolérance, le partage et respect de l'autorité. Ils les ont exhortés aussi une participation citoyenne et responsable aux élections régionales et législatives pour un heureux aboutissement du processus électoral.

ATOP/KKT/MEK

FÊTE DU RAMADAN :

DES PRIÈRES POUR LA PAIX DANS LES PRÉFECTURES DE LA RÉGION DES SAVANES

Dapaong, 11 avr. (ATOP) – Les prières pour marquer la fête du Ramadan ont réuni les fidèles musulmans de la région des Savanes, le mercredi 10 avril dans les différentes localités en présence des autorités administratives, politiques, militaires et religieuses au-devant desquelles les préfets.

Ces prières ont été dirigées par les imams des mosquées centrales de ces villes qui, dans leurs sermons, ont remercié Allah pour sa miséricorde à l'endroit des musulmans et du peuple togolais. Ils ont énuméré les bienfaits du jeûne du mois béni du Ramadan qui permet de développer les bonnes attitudes pour mériter la grâce d'Allah.

Les officiants ont insisté sur les bonnes actions à faire par tous les musulmans en signe d'adoration, de dévotion pour qu'ils aient le succès dans la vie. Ils ont imploré la bénédiction d'Allah sur le Togo, ses dirigeants, notamment le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, les membres du gouvernement, les députés ainsi que les présidents des institutions de la République.

Les imams ont invité les fidèles d'Allah à la culture de la paix, à la tolérance, aux comportements sains et responsables et au jeûne à l'instar du prophète Mohamed qui jeûnait en dehors du mois de Ramadan.



Prière à Borgou



Prière musulmane à Cinkassé

A Dapaong, la prière a été dirigée par l'imam El Hadj Ousmane Dousti sur le terrain de l'EPP centrale. Il a demandé à Dieu de punir dans tous les sens, les hommes sans foi, ni loi qui s'écartent de l'islam et entretiennent le terrorisme en semant la tristesse et la désolation dans les familles et communautés. « L'extrémisme religieux n'a pas sa place au Togo », a-t-il dit.

Le président de l'Union musulmane section Tône, El Hadj Ibrahim Mondo a prié pour la paix en cette période électorale. Il a remercié le chef de l'Etat pour ses multiples sollicitudes en faveur des musulmans. Il a demandé à Allah, le Tout-miséricordieux de l'éclairer afin qu'il puisse mener à bien sa mission à la tête du pays.

A Cinkassé, les prières ont été dites à plusieurs endroits de la ville en présence des autorités dont le ministre en charge du Désenclavement et des pistes rurales, Tchede Issa Kanfitine.

Les fidèles musulmans réunis au sein de l'union musulmane du Togo section de Cinkassé ont prié sur le terrain de MCC sous la direction de l'imam central, El Hadj Moussa Boukari. Les musulmans de la communauté sunnite ont prié à l'école islamique Darou-salam avec à leur tête, El Hadj Ori Issa Ayouba.

Les mêmes prières se sont déroulées à Tanytchionge et à Pizosgo. Partout, les imams ont rappelé le sens du jeûne, un acte qui éduque l'homme à la patience, la générosité, la confiance en soi, l'amour d'autrui et le vivre ensemble. Ils ont imploré la bénédiction d'Allah sur le peuple togolais et ses dirigeants.

A Borgou dans la commune Kpendjal 2, ce rendez-vous spirituel a rassemblé des centaines de fidèles musulmans sur le terrain de l'école primaire centrale de Borgou. La prière a été dirigée par l'imam de Borgou, El Hadji Issa Mamanou. Dans sa prière, il a exalté l'importance et les bienfaits du jeûne, particulièrement celui du Ramadan et convié les fidèles à respecter les préceptes de l'islam pour un monde meilleur. L'imam a prié pour la paix et la sécurité au Togo en général et la préfecture de Kpendjal en particulier. L'officiant a également imploré Allah pour la santé des autorités togolaises en l'occurrence le chef de l'État afin qu'il poursuive sa politique de paix et de sécurité sociale. Il a achevé sa prière en demandant à Dieu de veiller sur le Togo pour que les prochaines élections se déroulent dans le fair-play et la paix. ATOP/BBG/AJA

CENTRALE/AID EL-FITR :**LES MUSULMANS PRIENT POUR LA PAIX ET LA RÉUSSITE
DES PROCHAINES ÉLECTIONS***Les fidèles en prière à Sokodé*

Sokodé, 11 avr. (ATOP) – La fête de l'Aid El-Fitr, marquant la fin du mois de jeûne du Ramadan est célébrée, ce mercredi 10 avril dans la région Centrale, à travers les traditionnelles « grandes prières » pour la consolidation de la paix et la réussite des prochaines élections législatives et régionales au Togo.

Plusieurs autorités administratives, politiques, militaires et traditionnelles, au-devant desquelles les préfets ont assisté à ces prières dans les cinq préfectures de la région. Les célébrations ont rassemblé de milliers de fidèles au stade municipal de Sokodé, à l'école centrale de Tchamba, au stade municipal de Foukpa (Sotouboua) et aux Ecoles primaires publiques (EPP) de Blitta-gare et Djarkpanga (Mô).

Les fidèles, portant leurs plus beaux vêtements, ont prié pour la consolidation de la paix, la sécurité et la cohésion sociale au Togo. Ils ont également intercédé pour les dirigeants, les acteurs politiques, le peuple togolais et pour des élections apaisées du 29 avril prochain.

Les grandes prières sont dirigées à Sokodé, Tchamba, Sotouboua, Blitta et Djarkpanga, respectivement par les imams Katakpali Touré, Ousmane Mohamed Oukpédjo, Salassi Aboudou, Ibrahim Fousséni et Sidi Adjéwilou. Dans leurs sermons, les imams ont rappelé les bienfaits spirituels et physiques du jeûne ainsi que les vertus qui doivent guider le fidèle dans sa démarche de foi. Ils ont également prêché la paix, la tolérance, le pardon et le vivre-ensemble. Les imams ont aussi appelé les croyants à accompagner les dirigeants dans leurs efforts de développement du pays.

Les présidents préfectoraux de l'Union musulmane du Togo (UMT) de Tchaoudjo, Tchamba, Sotouboua, Blitta et Mô, respectivement El-Hadj Katakpao Sagnadou, Mohammed Oukpedjo, Boukari Razak, Sando Djibril et Zouberou Worou Traoré ont mentionné que l'Aid El-Fitr est une fête de partage et de solidarité. Ils ont saisi cette occasion pour supplier Allah de bénir tous ceux qui ont assisté la communauté musulmane durant cette période de jeûne, notamment le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé dont les dons se renouvèlent chaque année.

Les intervenants ont invité leurs coreligionnaires à cultiver la paix, la non-violence, la tolérance et le pardon. Ils ont également demandé aux musulmans de rester unis dans la prière afin que le processus électoral enclenché puisse se dérouler dans un climat de paix et sans violences armées.

Le jeûne du Ramadan est l'un des cinq piliers de l'Islam. Il consiste à s'interdire par piété, de manger, de boire, de fumer et d'avoir des relations sexuelles. Il prend fin par la Zakat-Al Fitr, qui est une aumône obligatoire dont chaque musulman doit s'acquitter avant la fin du Ramadan pour valider son jeûne et se purifier des péchés, des abus et des manquements passés. Les autres piliers sont la profession de foi, la prière, la Zakat (aumône accordée aux pauvres) et le pèlerinage à la Mecque pour ceux qui en ont les moyens. ATOP/MEK/BA

KLOTO/FÊTE DE L'AÏD EL FITR :**LA COMMUNAUTÉ MUSULMANE DES PLATEAUX-OUEST A PRIÉ POUR LA PAIX AU TOGO***Les fidèles en prière à Kpalimé*

Kpalimé, 11 avr. (ATOP) - La communauté musulmane des Plateaux-Ouest a prié pour la paix au Togo lors de la « grande prière » de l'Aïd el-Fitr marquant la fin du jeûne du Ramadan, le mercredi 10 avril à Kpalimé, Danyi, Adéta et à Agou-Gadzépé.

C'est dans la joie, la gaité et la ferveur que les fidèles musulmans, sous la direction des Imams, dans les principales villes des quatre préfectures, ont rendu grâce à Allah, le miséricordieux pour les avoir protégés durant toute la période du jeûne du mois du Ramadan de l'année 2024. Dans une communion, les fidèles ont prié pour le bon déroulement des élections législatives et régionales dans le pays. Ils ont imploré Dieu pour que tout le processus se passe dans la paix, la quiétude et la tranquillité.

A Kpalimé, la prière s'est déroulée sur le stade de Gomido en présence du préfet de Kloto, Assan Koku Bertin, des représentants des maires des trois communes, des chefs de services déconcentrés de l'Etat ainsi que des responsables des forces de l'ordre et de sécurité.

L'Imam de la mosquée centrale de la ville de Kpalimé, El Hadj Tchagouni Abdoul Moumini a indiqué qu' *« au cours de ce mois nous avons cultivé l'amour du prochain, le vivre ensemble, la solidarité, la convivialité »*. Il a souhaité que ces actes et comportements soient continuels. L'Imam a attiré l'attention des fidèles sur la Zakat-Al Fitr, une aumône obligatoire dont le but est d'aider les démunis à bien fêter. El Hadj Tchagouni a imploré Allah qu'il accorde santé, la longévité et le succès au chef de l'Etat dans sa mission. L'iman l'a remercié pour sa générosité envers la communauté musulmane et prié Allah qu'il intercède pour la paix au Togo et sur les autorités du pays.

A Adéta, la prière est dirigée par l'Imam El Hadj Alassane Issa en présence du préfet de Kpélé, Mme Bléwoussi Ablavi Metsokewo, du maire de Kpélé 1, Apédo Batchey, des autorités administratives, traditionnelles, des forces de l'ordre et de sécurité. L'Imam a prié pour la paix et la concorde au Togo. Il a imploré la bénédiction d'Allah sur les autorités du pays.

A Agou-Gadzépé, c'est El Hadj Mahamadou Fousséni, l'Imam de la mosquée d'Agou-Gadzépé qui a dirigé la prière en présence du préfet d'Agou, Ali Mouzou, du maire de Agou 1, des chefs de services déconcentrés de l'Etat et de la préfecture, des responsables des forces de l'ordre et de sécurité. Celui-ci a prié pour la paix, la sécurité et la cohésion sociale partout au Togo.

A Danyi Apéyémé, la grande prière s'est déroulée en présence du préfet, Folly Kuevi Kooko, des responsables communaux, des garants des us et coutumes ainsi que des responsables des forces de l'ordre et de sécurité.

Le Ramadan, est l'un des cinq piliers de l'Islam. Le jeûne du mois de Ramadan, consiste à s'abstenir par piété, de manger, de boire et d'avoir des relations sexuelles du lever au coucher du soleil.

ATOP/AYH/BV

ZIO :

LE RAMADAN CÉLÉBRÉ DANS LA RÉGION MARITIME

Tsévié, 11 avr. (ATOP) – Les musulmans de la région Maritime, à l’instar de leurs coreligionnaires du pays, ont prié pour marquer la fin du jeûne du mois de Ramadan, le mercredi 10 avril.

Dans les préfectures et les différentes localités, les fidèles de Mahomet se sont regroupés aux lieux habituels pour rendre grâce à Allah, le tout miséricordieux de les avoir protégés et gardés au cours du jeûne.



La prière musulmane à Aného

A Tabligbo dans la préfecture de Yoto, l’imam adjoint de la mosquée centrale de la ville, Aklobessi Adam a dirigé la prière. Dans son sermon, l’imam a relevé la grandeur d’Allah, sa fidélité et son amour à l’égard de l’humanité. Il a intercédé pour le chef de l’Etat, le gouvernement, les autorités et le peuple togolais.

Manifestation similaire dans les Lacs et le Bas-Mono où les musulmans ont également prié à Aného et Afagna pour que Dieu accorde la paix et la bénédiction à toutes les couches de la population togolaise. Dans ces localités les officiants ont invité les fidèles à respecter les piliers de l’Islam.

A Vogan et Tsévié (Vo et Zio), les adorateurs d’Allah n’étaient pas du reste. Ils ont prié pour l’amour, la paix et la cohésion dans le pays. Ils ont exprimé leur reconnaissance à Allah pour sa miséricorde et son assistance durant le jeûne.

Même son de cloche dans la préfecture de l’Avé où les musulmans ont prié à la mosquée centrale d’Assahoun pour supplier Allah de protéger les dirigeants du Togo et toute la population.

Partout les autorités locales ont pris part à ces prières.

ATOP/AKM/AJA

KOZAH/FÊTE DE L’« AÏD EL FITR » :

LES FIDÈLES MUSULMANS DE LA RÉGION DE LA KARA ONT RENDU GRÂCE À ALLAH

Kara, 11 avr. (ATOP) - L’édition 2024 de la fête de l’aïd el-fitr marquant la fin du jeûne du mois de Ramadan, est célébrée ce mercredi 10 avril au Togo. Elle est marquée par des prières de reconnaissance à Allah, dans toutes les préfectures de la région de la Kara. Ces prières se sont déroulées en présence des autorités locales.

A Kara, dans la préfecture de la Kozah, la prière s’est déroulée sur l’esplanade du palais des congrès où les fidèles musulmans d’horizons divers ont communié en signe de reconnaissance à Allah, le miséricordieux pour sa faveur et ses bienfaits.



Les fidèles de Mahamet de Kara lors de la prière

L'officiant, Al Hadj Tagba Allasani, Imam de la mosquée centrale de la ville de Kara, a, dans son sermon, invité les fidèles à avoir toujours la crainte du seigneur dans tout ce qu'ils entreprennent et surtout à continuer dans la sérénité, les adorations pour garder le statut d'un bon musulman.



Les fidèles d'Allah de Bassar en pleine prière



La prière des fidèles d'Allah de Bafilo

Le secrétaire général de l'Union Musulmane du Togo, section Kara, El' Hadj Bello Safiou, a rappelé que le ramadan, quatrième pilier de l'Islam, est un mois clé du calendrier musulman, durant lequel le musulman demande pardon à Dieu afin qu'il puisse être purifié. « Le jeûne du mois de ramadan est obligatoire pour tout musulman majeur et en bonne santé, exceptés les femmes en menstruation, les voyageurs et certaines personnes âgées qui doivent le récompenser, selon les conditions définies par le saint Coran », a-t-il précisé.

A Bassar, c'est le stade municipal de la ville qui a servi de cadre pour cette prière dirigée par l'imam principal de la mosquée centrale de la ville de Bassar, El-hadj Batigma Aboudou-Rahaman Aliou.

Il a dans son prêche relevé l'importance du jeûne du ramadan avec toutes les grâces possibles qui raffermissent davantage la foi du musulman. L'imam a exhorté les fidèles musulmans à plus de charité, à prier régulièrement, à lire quotidiennement le saint Coran et à mettre en pratique ses recommandations.

A Bafilo, c'est l'imam de la mosquée centrale de la ville de Bafilo, Youssif Mohammed qui a dirigé la prière au stade municipal de la ville. Il a exhorté les fidèles à être toujours en prière pour leur propre épanouissement.

Dans la ville de Niamtougou, la prière s'est déroulée à l'école centrale sous l'égide de l'imam de la mosquée centrale, Basa Moumouni. Celui-ci a témoigné sa gratitude à Allah pour tous les bienfaits obtenus au cours des 30 jours de jeûne. Partout, les premiers responsables ont saisi l'occasion pour réitérer les reconnaissances de la communauté musulmane de la région au chef de l'Etat pour son accompagnement au cours de leur jeûne de ramadan, à travers la distribution des kits alimentaires.

Dans une prière d'intercession, les fidèles de Mahomet ont prié pour la vie du chef de l'Etat et pour tous les Togolais. Ils ont prié pour la paix, la sécurité au Togo, le renforcement de la cohésion nationale, l'amour, la compréhension, la fraternité, l'union, l'entente et la solidarité, ainsi le vivre ensemble et le bon déroulement du processus électoral dans le pays.

Les mêmes prières sont dites dans les villes de Kantè, Guérin-Kouka et Pagouda.
ATOP/TAL/GKM

AGOE-NYIVE/RAMADAN 2024 :**DES VIVRES AUX PERSONNES VULNERABLES ET AUX VEUVES****Agoé-Nyivé, 11 avr. (ATOP) –**

L'association "The Bright Future" a offert 200 kits alimentaires aux veuves et aux personnes vulnérables, le mardi 9 avril dans la préfecture d'Agoè-Nyivé.

Ce don d'un coût global de 3.000.000 F CFA est composé de 200 sacs de riz et 200 boîtes d'huile. L'action vise à soutenir ces personnes vulnérables en situation difficile en cette fin de jeûne de ramadan afin qu'elles puissent fêter dans la joie et la paix le Ramadan.



M. Alofa remettant un kit à une bénéficiaire

Le président de l'association "The Bright Future," Alofa Ben Ibrahim a remercié Allah pour sa miséricorde au cours de ce mois béni de Ramadan qui vient de finir avec succès. Il a remercié les partenaires de "Bright Future Fondation America" pour les efforts qu'ils fournissent à l'endroit de la population togolaise. Le président de l'association a souhaité une bonne fête aux musulmans et imploré une protection divine sur toute la population togolaise.

Le représentant des bénéficiaires, Malm Mohammed a remercié le donateur pour ce geste. Il a prié Allah d'accorder une santé parfaite au donateur afin que ce geste soit permanent.

ATOP/ASA/TJ

LA SOCIÉTÉ CONSORTIUM SAPY SA FAIT DON DE VIVRES AUX MUSULMANS INDIGENTS POUR LA FÊTE DE RAMADAN

Badou, 11 avr. (ATOP) - La société « consortium SAPY Sa », a fait don de vivre à la communauté musulmane de la préfecture de Wawa, le mercredi 10 avril à Badou dans la commune Wawa 1, après la grande prière musulmane de fin de carême.



Le ministre Sessénuo Fiatouwo remet symboliquement au chef tem Idrissou



Vue partielle du don

Ce geste vise à donner du sourire aux indigents et aux orphelins de la localité afin qu'ils puissent bien terminer le carême et célébrer l'Aïd el Fitr comme les autres dans la quiétude et la joie.

Le don est composé de : 30 sacs de riz de 50 kilos, 27 sacs de riz de 25 kilos, 20 cartons d'huile de 12 litres, 10 bidons d'huile de 25 litres et 7 cartons de boissons non alcoolisées de 24 boîtes de cannettes.

En remettant le don à la communauté musulmane, l'ex-ministre Fiatouwo Sessénou a indiqué que l'action de la société « consortium SAPY Sa », vient une fois de plus s'ajouter aux multiples actions du président de la République, en faveur de l'union musulmane du Togo et en particulier à la communauté musulmane de la préfecture Wawa.

L'imam de la mosquée centrale de Badou, Djibril Ibrahim, a au nom de sa communauté réitérer ces hommages et remerciements aux donateurs, cadres, les bonnes volontés et surtout au chef de l'Etat Faure Gnassingbé, qui ne ménagent aucun effort pour accompagner la communauté musulmane à chaque fois que le besoin se fait sentir. Il a imploré la miséricorde d'Allah sur les donateurs et demandé qu'il leur accorder une bonne santé pour l'intérêt de tous. L'imam Djiril a fait savoir que « celui qui accompagne un musulman au moment du carême reçoit 90% de bénédictions ».

Aussitôt le don réceptionné, des dispositions ont été prises par l'union musulmane de la préfecture de Wawa pour faire le partage dans les 3 communes afin que les nécessiteux puissent être en possession de ces vivres pour la fête du ramadan.

La cérémonie de réception s'est déroulée après la grande prière musulmane de fin de carême en présence des autorités communales, préfectorales, des cadres et chefs de services déconcentrés de l'Etat au-devant desquels le préfet Soménu Atsu Yinassè et le maire de la commune Wawa 1 Assamoah Yao Ogah. ATOP/PM/BA

TCHAMBA/RAMADAN :

LA 3^E ÉDITION DE LA RUPTURE COLLECTIVE DU JEÛNE A TENU TOUTES SES PROMESSES



Le maire Katafara (micro) remerciant les convives Atcha-Dedji Affoh.

Cette édition, à l'instar des précédentes, a réuni les fidèles musulmans, les représentants des congrégations chrétiennes et différents acteurs de la préfecture de Tchamba. Le but est de promouvoir l'unité entre les religions, et le vivre-ensemble, et la cohésion sociale dans la localité. Pour ce faire, une date est choisie dans les derniers moments du jeûne, pour associer les autres confessions religieuses, ceci en vue de permettre à chacun de mieux connaître l'autre et l'accepter.

La rupture collective s'est déroulée après la prière musulmane de 18h. Elle est marquée par un partage de repas, et des interventions de diverses personnalités sur le bien-fondé, et les résultats positifs de cette initiative.

Le maire de la commune Tchamba 1, Katafara Ousman s'est réjoui de cette édition qui, selon lui, a tenu toutes ses promesses. Il a rappelé que la paix prônée par le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé ne serait possible sans la contribution active de la religion, d'où l'importance de donner le bon exemple pour que les citoyens s'alignent sur cette idéologie.

Pour leur part, les responsables des autres confessions religieuses conviées à cette rupture collective se sont réjouis de constater que cette initiative, démarrée 3 ans plus tôt, est devenue une tradition qui contribue « énormément » à l'enracinement de la paix et la cohésion sociale dans la localité.

ATOP/JK/MEK

ELECTIONS LÉGISLATIVES ET RÉGIONALES :
LES MEMBRES DE 4 CELI FORMÉS À KARA

Kara, 11 avr. (ATOP) – Les membres des Commissions électorales locales indépendantes (CELI) des préfectures de la Kozah, de Doufelgou, d'Assoli et de la Binah sont formés le mardi 9 avril à Kara, sur le guide des membres.



Le préfet (Milieu) donnant le ton des activités de la formation



Les membres des CELI Kozah, Assoli, Binah et Doufelgou

Cette formation initiée par la Commission électorale nationale indépendante (CENI), s'inscrit dans le cadre des préparatifs pour le bon déroulement du double scrutin au Togo. La formation de Kara est assurée par une équipe de la CENI conduite par M. Assih Atissim, membre de cette commission. L'objectif est d'outiller les membres des CELI sur les prescriptions du guide des membres, à suivre pour le bon déroulement du scrutin.

Au cours des échanges, les participants sont édifiés sur le contenu de ce guide à savoir la composition des membres des bureaux de vote, le rôle et la mission de chaque membre du bureau de vote et les dispositions à suivre, une fois que l'électeur fait son entrée dans le bureau de vote muni de sa carte d'électeur. Ils ont également fait la simulation du déroulement de ce double scrutin dans un bureau de vote, puis partagé des expériences des élections passées afin d'assurer un bon processus électoral.

M. Assih Atissim a souligné qu'il s'agit de former les membres des CELI sur ces différents aspects afin qu'ils s'organisent et planifient à leur tour au sein de leurs CELI respectives, des formations des membres des bureaux de vote, acteurs clés du processus. Il a exhorté les participants à s'appropriier toutes ces prescriptions afin de réussir leurs missions dans l'intérêt du peuple togolais et pour la victoire de la démocratie au Togo.

Cette formation a démarré depuis dimanche avec les CELI de Dankpen et de la Kéran pour le compte de la région Kara, exceptée CELI Bassar (assurée par une autre équipe), CELI.

Les travaux de la formation sont ouverts le préfet de la Kozah, Col. Bakali Hèmu Badibawu.

ATOP/TAL/GKM

MISE EN ŒUVRE DU PROJET ACF-AO :
LES PARTENAIRES TECHNIQUES EN ATELIER DE CADRAGE À ANÉHO



Les participants

Aného, 11 avr. (ATOP) - L'Institut africain pour le développement économique et social (Inades-Formation Togo) a organisé un atelier de cadrage avec les partenaires techniques du projet « *Action climatique féministe en Afrique de l'Ouest* » (ACF-AO) le mardi 9 avril à Aného.

La rencontre s'inscrit dans le cadre du projet ACF-AO exécuté dans les communes des Lacs1, Lacs 2, Lacs 4 et Vo 2. Elle a mobilisé une trentaine de participants, notamment les partenaires

techniques, des bénéficiaires du projet et des comités de développement à la base.

L'objectif est de faciliter une meilleure compréhension du projet aux partenaires techniques afin de permettre leur participation à la mise en œuvre des activités retenues.

La rencontre a permis de présenter, une fois encore, le projet et de passer en revue les principaux indicateurs escomptés. Elle a également servi de cadre pour échanger sur les rôles et responsabilités des communes dans la réalisation des activités programmées.

Au cours des travaux, un plan opérationnel des activités de 2024 a été présenté aux acteurs. Les participants ont discuté également des rôles et responsabilités des parties prenantes et analysé le mémorandum que les communes vont signer pour le suivi des activités sur le terrain.

Le chef de projet ACF-AO, Atakoura Abalo a appelé les acteurs à adhérer à la vision d'Inades-Formation Togo. Il a souligné que le projet ACF-AO vient renforcer les activités de l'Institut sur le terrain. Il a sollicité l'appui et la collaboration des acteurs pour l'atteinte des résultats visés.

Le projet ACF-AO est mis en œuvre par Inades-Formation Togo et Inter PARES, une ONG canadienne pour une durée de 3 ans (2023-2026). Il est financé par Affaires Mondiales Canada. Il a pour objectif d'accompagner les communautés rivéraines de la mangrove du littoral à développer une résilience face aux changements climatiques avec des actions centrées sur la femme.

ATOP/DK/MEK

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT :
LES RESPONSABLES DE L'ONG CERMETRA EN
CONCERTATION À ANEHO

Aného, 11 avr. (ATOP) - Les membres, responsables des sections préfectorales de l'ONG Centre d'étude et de recherche en médecine traditionnelle appliquée (CERMETRA), basée à Aného, se sont retrouvés le mercredi 10 avril à Aného en journée de réflexion et de concertation sur la problématique de l'arbre.

Cette rencontre, initiée par le bureau exécutif de l'ONG CERMETRA, a mobilisé des responsables de sections des préfectures du Golfe, de l'Avé, des Lacs, du Vo, de Yoto et de Bas-Mono. L'objectif est de redynamiser et de mobiliser les membres de l'ONG pour la promotion des activités de reboisement pour accompagner la politique de restauration du couvert végétal du pays. La séance vise également à solliciter, l'appui des autorités du

ministère de l'Environnement et des Ressources forestières pour trouver des approches de solution à la problématique de l'arbre.

Cette activité a permis aux délégués de réfléchir sur les voies et moyens à mettre en place pour promouvoir davantage le reboisement, d'évaluer les actions et activités menées, de faire l'état des lieux et de relever les difficultés auxquelles l'ONG est confrontée dans la mise en œuvre de ses programmes.

Le président fondateur, directeur exécutif de l'ONG CERMETRA, Aba-Eklu Kodjo a invité les membres de l'ONG à reboiser davantage pour mieux protéger

l'environnement et accompagner ainsi le gouvernement à atteindre le milliard d'arbres d'ici à 2030. Il a fait savoir que sa structure a planté des arbres le long de la route à Abalo Condji à Aneho depuis juin 2001. « Pour des raisons d'urbanisation, ces arbres ont été arrachés et transformés en planches sans payer aucun frais ni dédommagement à l'ONG », a-t-il dit. ATOP/DK/BV



Les participants

NOUVELLES DE L'ETRANGER

LE PRÉSIDENT SÉNÉGALAIS INVITE SES COMPATRIOTES À "CONSOLIDER" LA CULTURE DU "VIVRE-ENSEMBLE"

DAKAR, (Xinhua) - Le président sénégalais Bassirou Diomaye Faye a invité mercredi ses compatriotes à "consolider" la culture du "vivre ensemble", gage d'un "Sénégal de paix, d'unité et de cohésion".

"Il nous faut impérativement consolider notre précieux vivre-ensemble qui est la garantie d'un Sénégal de paix, d'unité et de cohésion", a-t-il notamment dit peu après avoir participé à la Grande mosquée de Dakar à la prière de l'Aïd el-Fitr qui marque la fin du ramadan.

"Nous avons la responsabilité individuelle et collective d'entretenir le vivre-ensemble sénégalais" qui demeure un "héritage sacré et précieux", a-t-il insisté, renouvelant ses "remerciements aux Sénégalais" qui ont su choisir "un nouveau président de la République dans la paix, durant le ramadan, un mois particulier de communion et de dévotion multipliées et acceptées".

Les musulmans du Sénégal ont célébré mercredi l'Aïd el-Fitr, ou Korité, la fête marquant la fin du mois de jeûne du ramadan.

XINHUA

MALI:

LA JUNTE AU POUVOIR SUSPEND LES ACTIVITÉS DES PARTIS POLITIQUES

Africanews - La junte malienne a publié un décret mettant fin aux activités des partis politiques, a annoncé mercredi soir le porte-parole du gouvernement, Abdoulaye Maiga, dans un communiqué lu à la télévision d'État.

Le décret suspend jusqu'à nouvel ordre toutes les activités des partis politiques et des "associations à caractère politique" pour des raisons de maintien de l'ordre public, précise le communiqué.

Ce décret intervient après que plus de 80 partis politiques et groupes civils ont publié, le 1er avril, des déclarations communes appelant à des élections présidentielles « dès que possible » et à la fin du régime militaire.

Le pays est dirigé par des juntes depuis des coups d'État consécutifs en 2020 et 2021.

En juin 2022, la junte a annoncé que des élections présidentielles auraient lieu en février et que le pouvoir serait transféré aux civils le 26 mars. Mais les élections ont été reportées et la junte n'a donné aucune autre indication sur ses intentions.

Africanews

UE :

LE PARLEMENT APPROUVE UN NOUVEAU PACTE SUR LA MIGRATION ET L'ASILE

Africanews - Les législateurs de l'Union européenne ont approuvé mercredi une refonte majeure des lois sur l'immigration du bloc, dans l'espoir de mettre fin à des années de division sur la manière de gérer l'entrée de milliers de personnes sans autorisation et de priver l'extrême droite d'un enjeu de campagne gagnant en voix avant les élections de juin.

Au cours d'une série de 10 votes, les membres du Parlement européen ont approuvé les réglementations et politiques qui composent le Pacte sur la migration et l'asile. Les réformes abordent la question épineuse de savoir qui devrait assumer la responsabilité des migrants à leur arrivée et si d'autres pays de l'UE devraient être obligés de les aider.

10 ANS DE PRÉPARATION

Les débats ont été brièvement interrompus par un groupe restreint mais bruyant de manifestants dans la tribune publique qui portaient des chemises marquées « ce pacte tue » et criaient « votez non !

Les 27 pays membres de l'UE doivent maintenant approuver le paquet de réformes, éventuellement lors d'un vote fin avril, avant qu'il puisse entrer en vigueur.

La présidente du Parlement européen, Roberta Metsola, ancienne législatrice en chef sur la migration qui a contribué à ouvrir la voie au paquet de réformes, a publié « History made » sur X, anciennement Twitter, après les votes.

« Cela a pris plus de 10 ans de préparation. Mais nous avons tenu parole. Un équilibre entre solidarité et responsabilité. C'est la voie européenne », a-t-elle écrit.

La ministre allemande de l'Intérieur, Nancy Faeser, a qualifié le résultat de « succès majeur et très important ».

« Après des années de négociations ardues, nous sommes parvenus à un accord sur ce paquet global. Nous avons ainsi surmonté une profonde division en Europe », a déclaré Faeser, dont le pays est une destination privilégiée pour les personnes cherchant refuge, dans une déclaration écrite.

« Nous continuons de protéger les personnes qui fuient des guerres terribles, la terreur, la torture et les meurtres. Mais cette responsabilité à l'égard des réfugiés sera répartie sur davantage d'épaules à l'avenir », a-t-elle ajouté.

Ce plan a été élaboré après que 1,3 million de personnes, pour la plupart fuyant la guerre en Syrie et en Irak, aient cherché refuge en Europe en 2015. Le système d'asile de l'UE s'est effondré, les centres d'accueil ont été submergés en Grèce et en Italie et les pays plus au nord ont construit des barrières pour arrêter les réfugiés.

Mais rares sont ceux qui ont admis être satisfaits de la nouvelle réponse politique à l'une des plus grandes crises politiques d'Europe, et même les législateurs qui ont rédigé certaines parties des nouvelles réglementations ne sont pas disposés à soutenir l'ensemble du paquet de réformes.

"Je ne vais pas ouvrir une bouteille de champagne après cela", a déclaré à la presse la députée néerlandaise Sophie i'nt Veld, qui a élaboré la position de l'Assemblée sur les conditions d'accueil des migrants, à la veille de la session plénière à Bruxelles.

La parlementaire suédoise Malin Bjork, qui a travaillé sur la réinstallation des réfugiés, a déclaré que l'accord ne répond à « aucune des questions qu'il était censé résoudre ».

DES NOUVELLES RÈGLES CONTROVERSÉES

Les nouvelles règles incluent des mesures controversées : des images faciales et des empreintes digitales pourraient être prises sur des enfants à partir de 6 ans, et des personnes pourraient être détenues pendant le contrôle. L'expulsion accélérée pourrait être utilisée pour ceux qui ne sont pas autorisés à rester.

De l'autre côté du tableau, les pays peuvent être obligés d'aider leurs partenaires de l'UE en proposant d'héberger les personnes éligibles à l'asile ou, à défaut, de payer les frais de leur hébergement ailleurs.

Les groupes de migrants et de défense des droits de l'homme ont pour la plupart critiqué le programme de réformes.

Dans une déclaration commune, 22 groupes caritatifs, dont l'International Rescue Committee et Oxfam, ont déclaré que l'accord « laisse des fissures troublantes au sein de l'approche européenne en matière d'asile et de migration, et ne parvient pas à offrir des solutions durables aux personnes cherchant la sécurité aux frontières de l'Europe ».

Ils ont toutefois noté qu'une partie des réformes régissant la réinstallation des migrants vers l'Europe en provenance de pays extérieurs au bloc « offre une lueur d'espoir à de nombreux réfugiés à travers le monde ».

Eve Geddie, d'Amnesty International, l'a décrit comme « un échec à faire preuve de leadership mondial ».

« Pour les personnes fuyant les conflits, les persécutions ou l'insécurité économique, ces réformes signifieront moins de protection et un plus grand risque de subir des violations des droits humains à travers l'Europe – y compris des refoulements illégaux et violents, des détentions arbitraires et des pratiques policières discriminatoires », a-t-elle déclaré.

Les partis politiques traditionnels voulaient parvenir à un accord sur l'accord avant les élections européennes du 6 au 9 juin. La migration est probablement un thème de campagne, et ils pensent que les réformes répondent aux préoccupations concernant une question qui a régulièrement remporté des voix pour les partis d'extrême droite.

Africanews

SPORTS

VO / CHAMPIONNAT SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE 2023-2024 :

LE LYCEE DE VO-KOUTIME REMPORTE LA COUPE PREFECTORALE (2-1)

Vogan, 10 avr. (ATOP) – Le lycée de Vo-Koutimé a enlevé le trophée de l'édition 2023-2024 du championnat scolaire et universitaire, le mardi 9 avril à Vogan, en dominant en finale le centre Nazareth sur un score de 2-1.

La finale, de la phase préfectorale de ce championnat qui a démarré le 16 février dernier, s'est discutée sur le stade municipal de Vogan devant le maire de la commune Vo 1, Afandé Atissovi entouré du directeur régional des sports et loisirs de la Maritime, Aloua Mazamisso, du secrétaire du district de football de Vo, Kloussé Mensan et des responsables du système éducatif de Vo.



Phase de jeu



Le maire Afandé et M. Aloua 1er et 2eme de la gauche remettant le trophée au capitaine de l'équipe gagnante

A l'entame du match, les deux formations se sont jetées corps et âme dans la bataille en portant le ballon dans le camp adverse. Très vite, le centre Nazareth ouvre le score à la 12^e mn par Dégbevi Kossi. A la 21^{ème} mn, l'attaquant du lycée de Vo-Koutimé, Amédin Yao s'est introduit dans la surface adverse, et bat le portier du centre Nazareth. La mi-temps est intervenue sur le score de 1-1.

A la reprise, les deux formations se rivalisent d'ardeur sans pour autant aggraver le score.

A la 87^{ème} mn, suite à une mauvaise sortie du portier, le lycée de Vo-Koutimé inscrit le 2^{ème} but par l'intermédiaire de Tonou Enam portant le score à 2-1, resté inchangé jusqu'au coup de sifflet final de l'arbitre central.

Les équipes finalistes ont été gratifiées chacun d'un trophée et des enveloppes financières de 40000 FCFA pour le vainqueur et 35000F pour le vaincu. Toutes les équipes participantes ont bénéficié des enveloppes financières allant de 5000 F à 30000 F et des ballons.

En remettant le trophée au vainqueur, le directeur régional des sports et loisirs de la Maritime a salué le fair-play qui a prévalu tout au long du championnat et remercié tous les acteurs qui ont contribué à sa réussite. Il a tiré chapeau aux encadreur. Il a lancé un appel à d'autre structures pour prendre le relais des championnats scolaires afin de détecter des talents qui peuvent suivre des formations à l'avenir. ATOP/ AKS/TD

PATRICE NEVEU, EX-SELECTIONNEUR DU GABON, TRES REMONTE CONTRE SON SUCCESSEUR THIERRY MOUYOUMA

LIBREVILLE, (RFI) - Après l'interview accordée à RFI par Thierry Mouyouma, l'actuel sélectionneur du Gabon, Patrice Neveu, son prédécesseur, a tenu à réagir tellement il s'est senti visé. Notamment lorsque son successeur évoque le besoin d'un retour de la discipline et du patriotisme au sein de l'effectif.

RFI : Patrice Neveu, vous avez souhaité réagir suite à l'interview de Thierry Mouyouma publiée sur RFI jeudi 4 avril, notamment en raison de ses propos sur sa volonté de réinstaurer du patriotisme et de la discipline dans le groupe.

Patrice Neveu : Dans la mesure où le sélectionneur du Gabon utilise RFI pour faire passer ce type de choses, je dis non. C'est lamentable. Avant de quitter la sélection, je

n'avais rien contre ce monsieur. Il est venu dans mon bureau, je lui ai donné ma clé et je lui ai dit : "Mouyouma, tu as été dire qu'on prenait trop de buts et qu'on ne savait pas en mettre, attention, ne travaille pas comme ça parce que tu ne peux pas m'apprendre à moi". Moi, je suis BEPF (plus haut niveau de diplôme d'entraîneur de football en France, NDLR), lui, il a son diplôme, qu'il fasse son travail. Il me répond : "Oui, excusez-moi coach, c'est le service de presse de la Fédération qui a mal interprété mes propos". À ce moment-là, il me dit que je suis un entraîneur emblématique et qu'il veut faire une photo avec moi.

Depuis que je suis parti, je n'ai pas fait une déclaration dans la presse (Patrice Neveu s'est exprimé dans plusieurs titres de la presse locale française, NDLR). Mais aujourd'hui, ce n'est pas possible de faire enterrer un sélectionneur comme moi gratuitement par un petit monsieur comme ça.

Pourtant, il ne vous cite pas nommément dans l'interview.

Dans une sélection, qui est responsable de la discipline ? Le sélectionneur ! Donc sans citer mon nom, il me nomme, et moi, je réponds, je ne peux pas laisser faire ça. Je suis sélectionneur, j'ai fait cinq sélections. Je suis un entraîneur passionné et investi. On sait qu'il y a des situations difficiles, je suis parti, j'ai dû quitter et je sais dans quelles conditions. Quand je suis parti, j'ai assumé, mais là, c'est trop. Ce monsieur ment et se cire tout seul ses chaussures.

C'est-à-dire ?

Quand il dit : "Nous avons besoin de restructurer l'entité à tous les niveaux. De l'état d'esprit, de la discipline, du patriotisme, du mental... ". Mais c'est une plaisanterie ! Mes joueurs étaient des patriotes, vous-même à RFI, vous savez que des joueurs ont dormi au sol avant des matches. Moi-même, j'ai dormi par terre pour aller jouer des matches, et on les a assurés et on s'est qualifiés pour la CAN quand même ! Même si on a couché au sol en Gambie (Les autorités gambiennes avaient bloqué la sélection toute une nuit à l'aéroport, invoquant une absence de tests Covid valides, la veille d'un match des éliminatoires de la CAN 2021, NDLR). Et ce ne sont pas des patriotes mes joueurs ?

Quand on a été jouer au Congo (RDC) et que l'avion allait s'écraser et on s'est arrêtés en Espagne, les joueurs sont allés jouer à 13 ou 14, ce ne sont pas des patriotes ça ? (Patrice Neveu fait référence à une avarie technique qui a forcé leur appareil à atterrir à Barcelone en urgence lors d'un voyage entre la France et la RDC pour aller jouer un match de qualification pour la CAN au Cameroun remporté 1-0, NDLR).

Et sur la question de la discipline ?

Mais de quelle indiscipline il parle ? Est-ce la faute du sélectionneur si on dort par terre en Gambie ? Si les avions ne partent pas à l'heure ?

M. Mouyouma évoquait peut-être plutôt certains dossiers, comme les cas de Pierre-Emerick Aubameyang ou Mario Lemina que vous avez exclu de la sélection lors de la CAN 2022.

Lui, quand il dit "On sait tous pourquoi Aubameyang n'est pas venu au premier rendez-vous'... Non, on ne sait pas ! Il a pris Guélor Kanga, il l'a viré, on ne sait pas quelle décision il a pris derrière. Aaron Boupendza ne vient plus en équipe nationale, on ne sait pas pourquoi. Didier Ndong ne vient plus, on ne sait pas pourquoi.

Moi, je gérais ça en interne pour faire des résultats et on a fait des résultats, nous sommes allés à la CAN. Quand il dit qu'il est arrivé dans une sélection délabrée, c'est faux ! Vous verrez, les joueurs qui vont jouer contre la Côte d'Ivoire, ce sont 80, voire 90% des joueurs de mes joueurs que j'ai fait venir en sélection. Les joueurs que j'avais sous ma coupe étaient des patriotes, motivés et disciplinés à leur niveau. Après les cas précis d'indiscipline, c'est autre chose.

Quels cas d'indiscipline évoquez-vous ?

Quand j'étais à la tête de la sélection, quand j'écartais untel, on me demandait pourquoi. Pourquoi vous faites ci, pourquoi vous faites ça... Lui, il a déroulé son truc, il utilise des termes comme "indiscipline", etc. mais il ne dit rien derrière, c'est trop facile ! Moi, je n'ai jamais géré d'équipe indisciplinée. Mes joueurs ont été tous combattifs et fait des résultats contre des grandes équipes.

Vous considérez que la couverture médiatique que vous avez eue à la tête de la sélection est différente de celle de M. Mouyouma ?

Non, pas du tout. Il a plus de problèmes que moi, car il a moins d'échanges que moi avec les joueurs. Il fait comme un militaire, il les prend et bam, il les jette. Et après, il fait quoi ? Il les rappelle, il discute avec le gars ?

En Afrique, on descend dans des hôtels avec 300/400 chambres. Est-ce que vous pensez que le sélectionneur national est capable de contrôler toutes les entrées de l'hôtel.

Où voulez-vous en venir ?

Quand j'ai pris mes fonctions, je me considérais comme un Gabonais et ma mission était forte. Que je sache, à la CAN, le peuple s'est levé pour applaudir les joueurs, on a redonné une identité au pays à la CAN au Cameroun ! Les problèmes de discipline, je les ai gérés avec clarté.

La dernière fois, M. Mouyouma a pris Guélor Kanga et l'a viré (le joueur avait fait venir son frère et sa belle-sœur à l'hôtel où logeait sa sélection selon un communiqué de la Fédération, NDLR). Mais est-ce que la prochaine fois, il sera en mesure, dans un hôtel dans lequel il va aller, de tout surveiller ? Donc il aura des choses qu'il cachera et qu'il ne dira pas et il fera avec.

Est-ce que vous estimez injuste le fait de ne pas avoir été reconduit à la tête de la sélection gabonaise ?

Même si je n'ai pas qualifié l'équipe à la dernière CAN, j'ai quand même relevé le Gabon. Quand je suis arrivé, mes collègues Daniel Cousin et José Antonio Camacho (ses prédécesseurs, NDLR) avaient fait ce qu'ils pouvaient. Quand je suis arrivé, Boupendza était écarté, Guélor Kanga était écarté, Aubameyang était parti... Je n'ai fait que faire mon travail pour redonner une discipline à l'équipe.

Dans les éliminatoires de la CAN, à trois matches de la fin, on avait 7 points. Il nous restait le Soudan, le RD Congo et la Mauritanie à jouer, il nous fallait 10 points pour passer. Mais on arrivait sur une période où, au pays, c'était très compliqué politiquement (coup d'État militaire fin août, NDLR). Ce qui a eu des retentissements sur le fonctionnement de l'équipe.

J'avais commencé un travail, la restructuration de l'équipe. J'ai quitté, j'ai fait quatre ans et j'estime avoir fait un certain travail. Après, c'est la loi du métier. C'est comme ça, je n'ai pas de commentaire à faire par rapport à mon départ, c'est une décision. C'est une décision qui appartient aux autorités, libre à elles, on verra les conséquences derrière. Aujourd'hui, je leur souhaite de se qualifier pour la Coupe du monde.

Êtes-vous actuellement à la recherche d'un nouveau challenge ?

Il est évident que j'ai encore envie de travailler dans le football. Est-ce que ce sera en Afrique, ailleurs, à quel poste, comment ? J'étudie certaines pistes. J'en ai déjà quelques-unes.

RFI

Copyright, ATOP. Tous droits réservés